

## Union économique et monétaire

Résolution du Panel monétaire (Bruxelles - 21 mars 1997)  
adoptée par le Conseil Central de Barcelone (20 juin 1997)

- 1.** La Ligue Européenne de Coopération Économique répète son soutien fondamental à l'UEM, qui constitue le complément indispensable du marché unique et représente un catalyseur puissant pour la future intégration européenne. La troisième phase de l'UEM doit être un succès et être réalisée à temps. Tout retard serait dommageable pour la crédibilité du processus dans son ensemble et aurait des conséquences incalculables.
- 2.** Afin de rassembler les conditions pour un euro stable, la Ligue encourage tous les pays membres de l'UE à poursuivre leurs efforts de convergence pour atteindre une inflation minimale et des finances publiques saines. Elle fait remarquer que les critères de Maastricht ont aidé à atteindre une convergence remarquable, ce qui aurait paru impossible encore il y a quelques années dans certains pays. Le "pacte de stabilité et de croissance" signé au Sommet d'Amsterdam a d'ailleurs pour but de consolider ces acquis.
- 3.** D'autre part, le message des récentes élections françaises doit être compris comme un signe que les populations sont concernées prioritairement par l'emploi. La Ligue estime toutefois que l'objectif d'un euro stable d'une part et du plein emploi d'autre part, ne sont pas incompatibles mais sont en fait complémentaires:
  - ◇ les efforts consentis pour remplir les critères de Maastricht ne sont pas la cause du taux élevé de chômage existant actuellement dans un nombre de pays de l'UE; bien au contraire, ils créent les conditions d'une croissance durable et de la création d'emplois dans le futur. Ces efforts ont d'ailleurs déjà permis en 1997 d'atteindre des taux d'intérêts les plus bas depuis vingt-cinq ans dans beaucoup de pays
  - ◇ toutefois, le "pacte de stabilité et de croissance" doit être soutenu par une coordination intensifiée de la politique économique, pour laquelle l'article 103 du Traité de Maastricht assure déjà un cadre institutionnel. Cette coordination devrait stimuler l'impact des politiques d'emploi de chaque pays, augmenter la croissance et la compétitivité, et permettre une différenciation à l'intérieur de ces pays qui tienne compte de la diversité des situations économiques nationales. Cette coordination mènerait également à une stimulation des politiques structurelles, en particulier dans les secteurs du marché de l'emploi et des réformes de la sécurité sociale. Sans ces réformes supplémentaires, l'UEM pourrait manquer d'atteindre les résultats bénéfiques attendus prioritairement par la population européenne.
- 4.** Quant à l'évaluation qui devra mener au choix des pays qui participeront à la zone euro à partir du 1er janvier 1999, la Ligue recommande de ne pas attacher d'importance uniquement aux chiffres de 1997 mais aussi aux exigences du Traité qui touchent à la "sustainability" des politiques de basse inflation et de finances publiques saines, comme l'examen du budget 1998 et les plans de convergence à moyen terme. Ces évaluations devront être objectives, sans préjugés et dans un climat de confiance permettant la mise en place d'un "cercle vertueux" et d'un environnement de stabilité. Si un pays ne peut être inclus dès le début dans la zone euro mais s'approche des objectifs de convergence, celui-ci devra pouvoir compter sur un

accompagnement valable afin de rejoindre rapidement le premier groupe et éviter une sanction des marchés financiers qui affaiblirait ses efforts de convergence.

- 5.** La Ligue constate qu'il existe toujours une lacune dans les populations quant à la compréhension des objectifs de l'UEM. La Ligue insiste pour que ceux qui détiennent les responsabilités politiques ou qui jouent un rôle dans les media, la finance et l'industrie, les syndicats, les organisations de consommateurs, le monde universitaire, celui de l'éducation et des organisations de jeunesse,... assument leurs responsabilités en expliquant aux citoyens les avantages politiques et économiques de l'UEM, ainsi que les conditions qui seront nécessaires pour faire de l'UEM un succès. La Ligue insiste enfin sur les efforts supplémentaires très importants qui seront nécessaires pour assurer à l'Europe un futur de paix, de démocratie et de prospérité et pour préserver l'héritage de la civilisation européenne au XXI<sup>e</sup> siècle.

- - - - -